



Réécrire l'histoire et tirer sur l'ambulance, la nouvelle stratégie du Gouvernement... pour passer l'hiver



Lors de l'Université d'été du MEDEF, le PDG d'EDF s'est livré en toute transparence à une **analyse, partagée par l'Alliance CFE UNSA Énergies**, à savoir que **les errements des précédents gouvernements sont en partie à l'origine de la situation** dans laquelle se trouve aujourd'hui le Groupe.

Attentisme, décisions contradictoires, annonces politiques non suivies de faits, ponctions financières, injonctions paradoxales, acquisitions injustifiées, investissements « dictés » ... la liste des griefs pourraient être bien plus longue, et elle **ne vise pas une famille politique en particulier** : une fois au pouvoir, chaque exécutif tente « à tout prix » de séduire et fidéliser son électorat, avec une visée court-termiste (sa réélection), peu compatible avec notre industrie de temps long.

Alors, évidemment, **lorsqu'un capitaine d'industrie se permet de mettre l'exécutif face à ses responsabilités en évoquant des faits vérifiables, cela ne fait pas plaisir au pouvoir politique**, surtout en pleine gestion de crise.

Pour autant, cela n'excuse en rien les propos du Président de la République, indignes d'un Chef d'État !

**L'attitude du Gouvernement n'est pas à la hauteur des enjeux que nous devrions affronter collectivement... dans le seul intérêt des Français !
L'Alliance CFE UNSA Énergies réaffirme son soutien aux salariés du Groupe EDF et à l'ensemble des acteurs de la filière nucléaire dont l'engagement et la mobilisation sans faille n'est plus à démontrer.**

Soit il n'a pas toutes les clefs pour donner un avis inattaquable sur notre secteur d'activité, pas plus que ses conseillers, soit sa « réplique médiatique » n'est que la **réaction d'un homme piqué au vif, qui n'assume pas sa part de responsabilité.**

Sait-il que la corrosion sous contrainte n'a rien à voir avec la qualité de la maintenance courante du parc, et qu'elle a été décelée justement parce qu'EDF ne badine pas avec la sûreté ?

A-t-il oublié que l'ASN classait Fessenheim au même niveau que les autres centrales françaises et ne préconisait pas sa fermeture ?

Peut-il à ce point ignorer qu'en augmentant la part des moyens de production non pilotables et en fermant des moyens pilotables, on réduit les marges de manœuvre en cas d'aléa technique sur les centrales ? Comme le disait le président de l'ASN en 2017...

A-t-il à ce point la mémoire courte puisque ce sont les confinements et règles sanitaires qui ont désorganisé le programme industriel du parc nucléaire et dont on subit encore aujourd'hui les conséquences ?

Il le sait... la CRE aussi le sait... Mais force est de constater que nos politiques ne savent pas faire amende honorable.

Une nouvelle fois, le Gouvernement n'en sortira pas grandi, contrairement aux **salariés du service public de l'électricité qui mettent tout en œuvre pour que les moyens de production soient opérationnels** cet hiver. Car ils assument leurs responsabilités... eux !